

des essais atmosphériques menés dans les régions arctiques de l'URSS et des États-Unis pendant les années 50 et 60. Par ailleurs, les effets à long terme des essais souterrains sur le pergélisol et l'environnement arctique sont vraisemblablement négatifs.

Cette situation fait ressortir l'importance des relations canado-soviétiques et la nécessité d'un traité d'interdiction complète des essais. Les Soviétiques ont déclaré unilatéralement un moratoire de 19 mois sur les essais nucléaires qui s'est terminé en février 1987, mais il s'est avéré inefficace comme moyen de faciliter la négociation d'un traité. Les États-Unis et l'URSS poursuivent leurs négociations à ce sujet, mais les Américains, en particulier, répugnent à interdire les essais parce qu'ils tiennent à assurer la fiabilité de leurs armements et cherchent toujours à prendre le dessus sur l'Union soviétique dans de nouvelles phases de technologie militaire. En l'absence d'un tel accord, les Soviétiques ont procédé à leur programme d'essais en dépit d'une certaine opposition intérieure. Interrogé sur la dimension politique du débat soviétique sur cette question, M. Suleimenov a déclaré : « Bien que Gorbatchev et Chevardnadze soient de notre bord et qu'ils partagent nos sensibilités — comme le public d'ailleurs — il y a un groupe au milieu, le complexe militaro-industriel qui s'y oppose. C'est un sandwich au béton. »

Depuis son retour, le Comité a appris que l'opposition soviétique interne aux essais nucléaires a gagné du terrain. L'un des membres d'une délégation parlementaire soviétique en visite au Canada, M. Rafik Nishanov, président du Soviet des nationalités, lui a déclaré que le gouvernement n'envisageait pas de transférer les essais nucléaires dans le nord. Après avoir parlé de « fortes pressions internes », il a dit que l'objectif était plutôt de s'entendre avec les États-Unis pour mettre fin à tous les essais. Malheureusement, aux dernières nouvelles, les États-Unis refusent toujours d'appuyer une interdiction complète.

Mis à part la question des essais nucléaires, le Canada a bien d'autres motifs de vouloir renforcer les voies de communication et les programmes de coopération avec l'Union soviétique dans l'Arctique, et les deux pays ont déjà signé des accords en ce sens. C'est avec grand regret, par conséquent, que nous avons appris des dirigeants de l'Institut de l'Arctique et de l'Antarctique que, en matière de coopération environnementale, les deux pays mettaient du temps à agir. On nous a fait poliment remarquer, en outre, que les problèmes n'étaient pas tous du côté soviétique. Le directeur adjoint de l'Institut nous a expliqué qu'il y avait une belle collaboration entre les scientifiques, mais que des projets, comme celui qui comporte la participation de l'Institut océanographique de Sydney à des travaux dans l'Arctique, avaient été retardés par la difficulté à obtenir les approbations nécessaires du Canada. « Nous avons la perestroïka en Union soviétique, mais nous constatons que les choses bougent plus vite ici qu'au Canada. » On a suggéré que les